



Co-financé par
l'Union européenne

Cadre de réponse – Clause sociale
MINARM
Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Annexe n°...
Condition d'exécution obligatoire
Article L2112-2 du Code de la Commande Publique

Nom de l'entreprise :
Coordonnées de la personne à contacter si besoin :
Nombre de salarié.e.s dans
l'entreprise :
Adresse :
Nom de l'opération :
Lot :

Informations liées à l'objectif d'insertion inscrit au marché

Rappel des objectifs horaires d'insertion exigés dans le cadre de la clause sociale (indiqué par le Maître d'ouvrage dans le CCAP) :

Nombre d'heures d'insertion proposées en plus de l'objectif initial (à titre indicatif)

Informations liées aux conditions particulières d'exécution concernant l'insertion sociale et professionnelle

Votre entreprise a-t-elle déjà été amenée à répondre et à appliquer la clause sociale d'insertion, et ce, dans quel(s) marché(s) ?
.....

Votre entreprise a-t-elle une ou des expériences dans l'action d'insertion professionnelle (contrats d'apprentissage, contrats en alternance, publics en difficultés...) ?
.....

Informations à titre indicatif (liées aux rubriques mise en œuvre de la clause, modalité d'emploi, tutorat et formation) et se rapportant exclusivement à l'opération pour laquelle vous répondez

A / Mise en œuvre de la clause

1 / Rappel de la durée du marché (votre temps d'intervention) :

- Précisez la partie du planning de votre intervention dans laquelle sera exécutée la clause sociale.....

2 / Mise en œuvre de la clause au cours de la prestation :

- Poste(s) proposé(s) :
- Tâches proposées : (indiquez notamment si une évolution est envisagée) :
- Contrats proposés :

3/ Moyens humains mobilisés

- Nombre de personne(s) embauchée(s) :
- Nombre d'heures prévisionnelles par personne :

Cochez la modalité retenue :

- ☐ **Sous-traitance ou cotraitance** avec une SIAE ou une structure du secteur du handicap
➤ Indiquer le nom et les coordonnées de votre interlocuteur :

.....

- ☐ **Mise à disposition** de salarié(s)

Via une ETTI (Indiquer le nom et les coordonnées de votre interlocuteur :

.....

Via une ETT classique conventionnée : Indiquer le nom et les coordonnées de votre interlocuteur :

.....

Via une Association Intermédiaire : Indiquer le nom et les coordonnées de votre interlocuteur :

.....

Recours à un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (**GEIQ**) : Indiquer le nom et les coordonnées de votre interlocuteur :

- ☐ **Embauche directe** (précisez la nature des contrats proposés ainsi que l'organisation du travail (jours travaillés et horaires de travail) :

Selon le scénario retenu, plusieurs modalités et plusieurs référents peuvent être mentionnés.

Précisez le nom de la/les structure(s) contactée(s) ou retenue(s):

.....

.....

Toute embauche directe dans le cadre de la clause sociale devra être soumise au facilitateur pour étude d'éligibilité

B / Le tutorat en entreprise

Dans l'entreprise

Accueil : Avez-vous une procédure d'accueil dans l'entreprise ? Par qui ? Comment se déroule-t-elle ?

.....

.....

.....

Tutorat : Qui sera le tuteur (précisez les noms, fonctions et expériences ou éventuelles formations au tutorat) ? Quelle est votre procédure de tutorat (fréquence, durée des rdv, point abordé...)

.....

.....

.....

C / Formation

C'est l'effort complémentaire éventuel que peut proposer l'entreprise, qui permettra d'optimiser les chances de retour à l'emploi, de consolider les savoir-faire des personnes accueillies.

Envisagez-vous une action de formation

- ☐ Oui...Laquelle ?.....
☐ Non

D / L'accompagnement social et professionnel

Un accompagnement social et professionnel est conseillé pour sécuriser le maintien en emploi de la personne par un travail sur la levée de freins périphériques éventuels (problématiques d'ordre social, liées à la mobilité, ...)

(Réfèrent : RSA, mission locale, PLIE, assistante sociale, ADAPT, Cap Emploi, Pole Emploi...)

Si besoin de renseignements sur l'accompagnement socioprofessionnel vous pouvez solliciter le facilitateur référent

E / En cas de réponse en Entreprise générale, Co/Sous-traitance ou réponse en Groupement

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. Les objectifs d'heures de travail en insertion délégués aux entreprises sous-traitantes doivent être répartis en concertation avec le facilitateur. Cette répartition devra être réalisée en amont du démarrage de la réalisation des heures.

Le présent cadre de réponse doit être rempli par chacune des entreprises sous-traitantes ou co-traitantes dès lors qu'elles sont identifiées.